

Rapport financier 2014 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

Code géographique : 70052

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Michel Décosse, OMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014.
(Nom de l'organisme)

Date 2015-06-05 Signature _____

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2014, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2014, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Salaberry-de-Valleyfield inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 116447

DATE 2015-06-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	56 064 417	57 877 118	58 286 021			58 286 021
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 082 823	3 042 288	2 996 430			2 996 430
Quotes-parts	3					756 442	
Transferts	4	4 586 239	1 230 474	2 191 901		1 011 954	3 203 855
Services rendus	5	2 220 615	1 878 471	2 301 081		3 647 976	5 949 057
Imposition de droits	6	2 397 146	2 625 070	2 193 023			2 193 023
Amendes et pénalités	7	1 223 766	1 288 900	1 226 509			1 226 509
Intérêts	8	483 503	448 750	551 827		13 881	565 708
Autres revenus	9	1 752 329	2 799 389	2 359 789		290 851	2 563 316
	10	71 810 838	71 190 460	72 106 581		5 721 104	76 983 919
Investissement							
Taxes	11	117 657					
Quotes-parts	12						
Transferts	13	7 545 698	18 235 000	3 721 084		7 274	3 728 358
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14			1 245 000			1 245 000
Autres	15	974 305	3 900 000	5 116 074			4 928 609
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	8 637 660	22 135 000	10 082 158		7 274	9 901 967
	18	80 448 498	93 325 460	82 188 739		5 728 378	86 885 886
Charges							
Administration générale	19	6 394 845	6 513 297	6 585 646	328 179		6 913 825
Sécurité publique	20	10 635 524	11 066 635	10 699 127	343 864		11 042 991
Transport	21	12 188 534	11 188 931	10 987 923	4 735 838	5 650 545	20 343 075
Hygiène du milieu	22	14 135 763	13 950 509	13 668 576	5 393 880		19 062 456
Santé et bien-être	23	414 128	500 946	421 379	329		421 708
Aménagement, urbanisme et développement	24	11 208 242	5 229 521	5 829 203	76 593		5 905 796
Loisirs et culture	25	9 015 329	9 366 738	8 992 313	1 147 191		10 139 504
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	4 777 472	5 371 400	5 187 864		8 784	5 196 648
Amortissement des immobilisations	28	11 118 338	11 075 477	12 025 874	(12 025 874)		
	29	79 888 175	74 263 454	74 397 905		5 659 329	79 026 003
Excédent (déficit) de l'exercice	30	560 323	19 062 006	7 790 834		69 049	7 859 883

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		
		Administration municipale		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	560 323		19 062 006	7 790 834	69 049	7 859 883
Moins: revenus d'investissement	2	(8 637 660 )	(	22 135 000)	(10 082 158)	(7 274)	(9 901 967)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(8 077 337)		(3 072 994)	(2 291 324)	61 775	(2 042 084)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	11 118 338		11 075 477	12 025 874	109 002	12 134 876
Produit de cession	5	2 601		400 000			
(Gain) perte sur cession	6	(955)		(49 975)			
Réduction de valeur / Reclassement	7	(12 270)			(694 948)		(694 948)
	8	11 107 714		11 425 502	11 330 926	109 002	11 439 928
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9	352 939		1 260 000	354 397		354 397
Réduction de valeur / Reclassement	10	12 270			694 948		694 948
	11	365 209		1 260 000	1 049 345		1 049 345
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12	93 807			63 591		63 591
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	115 747			41 992		41 992
	15	209 554			105 583		105 583
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	595 001			7 240 000		7 240 000
Remboursement de la dette à long terme	17	(9 654 554 )	(	9 337 062)	(8 255 086 )	(	8 255 086)
	18	(9 059 553)	(	(9 337 062)	(1 015 086)		(1 015 086)
Affectations							
Activités d'investissement	19	(862 551 )	(	274 088)	(179 914)	(1 623)	(181 537)
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	310 000			55 830		55 830
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 072 012		712 000	1 498 982		1 498 982
Réserves financières et fonds réservés	22	6 387 369		(837 700)	(6 447 791)		(6 447 791)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	221 832		124 342	135 880	(929)	134 951
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	7 128 662		(275 446)	(4 937 013)	(2 552)	(4 939 565)
	26	9 751 586		3 072 994	6 533 755	106 450	6 640 205
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 674 249			4 242 431	168 225	4 598 121

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	8 637 660	22 135 000	10 082 158	7 274	9 901 967
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(317 845)	(535 362)	(669 281)	()	(669 281)
Sécurité publique	3	(4 535 230)	(4 400 000)	(2 189 987)	()	(2 189 987)
Transport	4	(10 767 730)	(21 613 669)	(11 880 343)	(8 897)	(11 889 240)
Hygiène du milieu	5	(5 499 736)	(23 050 440)	(18 205 046)	()	(18 205 046)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 057 539)	(430 000)	(459 702)	()	(459 702)
Loisirs et culture	8	(7 230 452)	(6 780 000)	(6 668 631)	()	(6 668 631)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(30 408 532)	(56 809 471)	(40 072 990)	(8 897)	(40 081 887)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(757 478)	()	(336 196)	()	(336 196)
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	(114 617)	(114 617)	(114 617)	()	(114 617)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	25 933 083		23 385 000		23 385 000
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	862 551	274 088	179 914	1 623	181 537
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16	814 922		54 499		54 499
Réserves financières et fonds réservés	17	2 332 515		484 472		484 472
	18	4 009 988	274 088	718 885	1 623	720 508
	19	(1 337 556)	(56 650 000)	(16 419 918)	(7 274)	(16 427 192)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	7 300 104	(34 515 000)	(6 337 760)		(6 525 225)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Réalizations 2013		Budget 2014		Réalizations 2014		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	560 323	19 062 006	7 790 834	69 049	7 859 883		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	30 408 532)	(56 809 471)	(40 072 990)	(8 897)	(40 081 887)	
Produit de cession	3	2 601	400 000					
Amortissement	4	11 118 338	11 075 477	12 025 874	109 002	12 134 876		
(Gain) perte sur cession	5	(955)	(49 975)					
Réduction de valeur / Reclassement	6	(12 270)		(694 948)		(694 948)		
	7	(19 300 818)	(45 383 969)	(28 742 064)	100 105	(28 641 959)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(392 270)		713 149		713 149		
Variation des stocks de fournitures	9	47 915		(129 013)		(129 013)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(98 436)		115 034	(145)	114 889		
	11	(442 791)		699 170	(145)	699 025		
	12	(19 183 286)	(26 321 963)	(20 252 060)	169 009	(20 083 051)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(19 183 286)	(26 321 963)	(20 252 060)	169 009	(20 083 051)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(112 282 384)		(131 465 670)	(69 437)	(131 535 107)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16							
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(112 282 384)		(131 465 670)	(69 437)	(131 535 107)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(131 465 670)		(151 717 730)	99 572	(151 618 158)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>2013</u>		<u>2014</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	274 582	837 971	1 007 793	1 845 764
Placements temporaires	2	813 830			
Débiteurs (note 5)	3	37 898 912	39 535 982	1 537 373	40 023 992
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5	614 581	623 615		623 615
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	39 601 905	40 997 568	2 545 166	42 493 371
PASSIFS					
Découvert bancaire	10			8 875	8 875
Emprunts temporaires (note 10)	11	11 011 000	15 500 000	745 224	16 245 224
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	17 370 720	15 263 877	1 685 068	15 899 582
Revenus reportés (note 12)	13	94 620	61 642	6 427	68 069
Dette à long terme (note 13)	14	140 029 235	159 604 779		159 604 779
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 562 000	2 285 000		2 285 000
	16	171 067 575	192 715 298	2 445 594	194 111 529
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(131 465 670)	(151 717 730)	99 572	(151 618 158)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	259 926 030	288 668 094	100 475	288 768 569
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	5 274 989	4 561 840		4 561 840
Stocks de fournitures	20	561 706	690 719		690 719
Autres actifs non financiers (note 17)	21	152 627	37 593	69 940	107 533
	22	265 915 352	293 958 246	170 415	294 128 661
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	182 843	745 796		745 796
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	3 717 810	11 752 939	172 157	11 925 096
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(11 699 738)	(17 725 384)	(2 645)	(17 728 029)
Financement des investissements en cours	26	(13 218 485)	(19 557 888)		(19 557 888)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	155 467 252	167 025 053	100 475	167 125 528
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	134 449 682	142 240 516	269 987	142 510 503

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	Réalizations 2013		Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	560 323	7 790 834	69 049	7 859 883
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	11 118 338	12 025 874	109 002	12 134 876
Autres					
- Gain sur disposition d'immos	3	(955)			
- Provision moins-value et ajust	4	103 477	(652 956)		(652 956)
	5	11 781 183	19 163 752	178 051	19 341 803
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(89 694)	(1 637 070)	(582 787)	(1 908 663)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	944 781	(2 106 843)	469 976	(1 962 453)
Revenus reportés	9	(199 456)	(32 978)	(229 986)	(262 964)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	333 000	(277 000)		(277 000)
Propriétés destinées à la revente	11	(392 270)	713 149		713 149
Stocks de fournitures	12	47 915	(129 013)		(129 013)
Autres actifs non financiers	13	(98 436)	115 034	(145)	114 889
	14	12 327 023	15 809 031	(164 891)	15 629 748
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	30 408 532 ) (	40 072 990 ) (	8 897 ) (	40 081 887)
Produit de cession	16	2 601			
	17	(30 405 931)	(40 072 990)	(8 897)	(40 081 887)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	114 617 ) (	114 617 ) (	) (	114 617)
Remboursement ou cession	19	93 807	63 591		63 591
Variation nette des placements temporaires	20	(813 830)	813 830		813 830
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22	(834 640)	762 804		762 804
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	28 573 000	30 625 000		30 625 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (	10 318 968 ) (	10 671 706 ) (	) (	10 671 706)
Variation nette des emprunts temporaires	25	18 000	4 489 000	644 831	5 133 831
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(329 310)	(377 750)		(377 750)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	17 942 722	24 064 544	644 831	24 709 375
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(970 826)	563 389	471 043	1 020 040
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	1 245 408	274 582	541 732	816 849
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	274 582	837 971	1 012 775	1 836 889

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		<u>Réalisations 2013</u>	<u>Budget 2014</u>	<u>Réalisations 2014</u>		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Rémunération	1	14 092 313	15 106 802	14 562 514	354 785	14 917 299
Charges sociales	2	4 183 105	4 354 339	4 183 198	70 636	4 253 834
Biens et services	3	29 769 380	30 079 045	28 546 524	5 088 625	33 447 684
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	3 662 306	4 490 087	4 114 954		4 114 954
D'autres organismes municipaux	5	253 470		245 090		245 090
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	340 524	372 313	383 264		383 264
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	521 172	509 000	444 556	8 784	453 340
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	3 622 239	2 743 830	3 500 168		2 743 726
Autres	10	553 012	918 320	87 324		
Autres organismes	11	5 101 487	4 141 540	4 171 205		4 171 205
Amortissement des immobilisations	12	11 118 338	11 075 477	12 025 874	109 002	12 134 876
Autres						
- Prog. subvention et autres	13	6 670 829	472 701	2 133 234	27 497	2 160 731
-	14					
-	15					
	16	79 888 175	74 263 454	74 397 905	5 659 329	79 026 003

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Revenus				
Taxes	1	57 877 118	58 286 021	56 182 074
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 042 288	2 996 430	3 082 823
Quotes-parts	3			
Transferts	4	20 327 248	6 932 213	12 841 310
Services rendus	5	4 601 198	5 949 057	5 459 143
Imposition de droits	6	2 625 070	2 193 023	2 397 146
Amendes et pénalités	7	1 288 900	1 226 509	1 223 766
Intérêts	8	458 750	565 708	494 995
Autres revenus	9	6 699 389	8 736 925	2 936 878
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	96 919 961	86 885 886	84 618 135
Charges				
Administration générale	12	6 865 299	6 913 825	6 746 847
Sécurité publique	13	11 287 226	11 042 991	10 856 115
Transport	14	19 097 068	20 343 075	20 739 647
Hygiène du milieu	15	19 207 387	19 062 456	19 392 458
Santé et bien-être	16	501 275	421 708	414 457
Aménagement, urbanisme et développement	17	5 293 638	5 905 796	11 272 359
Loisirs et culture	18	10 283 407	10 139 504	9 931 352
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	5 371 400	5 196 648	4 790 332
	21	77 906 700	79 026 003	84 143 567
Excédent (déficit) de l'exercice	22	19 013 261	7 859 883	474 568
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		134 650 620	134 176 052
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		134 650 620	134 176 052
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		142 510 503	134 650 620

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Budget 2014	Réalizations	
			2014	2013
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 013 261	7 859 883	474 568
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	56 809 471 ) (	40 081 887 ) (	30 414 075)
Produit de cession	3	400 000		2 601
Amortissement	4	11 075 477	12 134 876	11 210 770
(Gain) perte sur cession	5	(49 975)		(955)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(694 948)	(12 270)
	7	(45 383 969)	(28 641 959)	(19 213 929)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		713 149	(392 270)
Variation des stocks de fournitures	9		(129 013)	47 915
Variation des autres actifs non financiers	10		114 889	(110 315)
	11		699 025	(454 670)
	12	(26 370 708)	(20 083 051)	(19 194 031)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(26 370 708)	(20 083 051)	(19 194 031)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(131 535 107)	(112 341 076)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(131 535 107)	(112 341 076)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(151 618 158)	(131 535 107)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	1 845 764	818 956
Placements temporaires	2		813 830
Débiteurs (note 5)	3	40 023 992	38 115 329
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5	623 615	614 581
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	42 493 371	40 362 696
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	8 875	2 107
Emprunts temporaires (note 10)	11	16 245 224	11 111 393
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	15 899 582	17 862 035
Revenus reportés (note 12)	13	68 069	331 033
Dette à long terme (note 13)	14	159 604 779	140 029 235
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	2 285 000	2 562 000
	16	194 111 529	171 897 803
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(151 618 158)	(131 535 107)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	288 768 569	260 126 610
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 561 840	5 274 989
Stocks de fournitures	20	690 719	561 706
Autres actifs non financiers (note 17)	21	107 533	222 422
	22	294 128 661	266 185 727
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	142 510 503	134 650 620

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 859 883	474 568
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	12 134 876	11 210 770
Autres			
- Gain sur disposition immos	3		(955)
- Provision pour moins value	4	(652 956)	103 477
	5	19 341 803	11 787 860
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 908 663)	(172 916)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(1 962 453)	978 010
Revenus reportés	9	(262 964)	31 015
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(277 000)	333 000
Propriétés destinées à la revente	11	713 149	(392 270)
Stocks de fournitures	12	(129 013)	47 915
Autres actifs non financiers	13	114 889	(110 315)
	14	15 629 748	12 502 299
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(40 081 887)	(30 414 075)
Produit de cession	16		2 601
	17	(40 081 887)	(30 411 474)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(114 617)	(114 617)
Remboursement ou cession	19	63 591	93 807
Variation nette des placements temporaires	20	813 830	(813 830)
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	762 804	(834 640)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	30 625 000	28 573 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(10 671 706)	(10 318 968)
Variation nette des emprunts temporaires	25	5 133 831	(535 861)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(377 750)	(329 310)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	24 709 375	17 388 861
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	1 020 040	(1 354 954)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	816 849	2 171 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	32	1 836 889	816 849

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield est constituée en vertu du décret 418-2002 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q., c.O-9) daté du 10 avril 2002 et promulgué le 24 avril 2002. Elle est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c.C-19) et ses amendements.

La Ville est issue du regroupement de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield, de la Ville de Saint-Timothée et de la Municipalité de la Grande-Ile.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : le Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest et à un organisme périmunicipal, la Société du Port.

Les comptes de la ville et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport du Sud-Ouest pour l'exercice est de 23.5%.

Les comptes de la Société du Port, organisme périmunicipal, sont inclus à 100 % dans les états financiers de la ville.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Encaisse et placements affectés

Les placements temporaires et les placements à long terme sont comptabilisés au coût.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les placements à long terme sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

D) Actifs non financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode du coût moyen depuis l'exercice 2013. Auparavant, les stocks étaient établis selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire. La durée de vie utile des immobilisations a été établie comme suit:

Infrastructures	10 et 40 ans
Bâtiments	15 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipements	5 et 20 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2014 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2014 selon la méthode suivante : valeur lissée sur 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - à titre de mesure d'allègement pour gains/pertes actuariels relatifs aux régimes de retraite à prestations déterminées : au terme de la DMERCA du 31 décembre 2008;
 - Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Estimations comptables

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des revenus et des charges pour les exercices visés.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilisation des immobilisations et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs. Pour estimer ces montants, la direction doit formuler diverses hypothèses qu'elle considère raisonnables. Toute modification apportée aux hypothèses pourrait avoir une incidence importante sur le résultat net et sur la situation financière de la ville.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges de fonctionnement.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	908 703	553 554
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	96 409	160 000
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	5 348 453	4 742 228
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	21 807 136	19 974 532
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	987 453	1 551 047
Organismes municipaux	8	8 744 545	9 116 322
Autres			
- Services rendus, amendes, etc	9	3 136 405	2 731 200
-	10		
	11	40 023 992	38 115 329
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	13 709 709	15 829 727
Organismes municipaux	13	6 120 400	6 447 300
Autres tiers	14		
	15	19 830 109	22 277 027
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 212 611	921 398
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	527 206	454 581
Autres placements	23	96 409	160 000
	24	623 615	614 581
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	2014	2013
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25 (2 285 000)	(2 562 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 ()	()
	27 <u>(2 285 000)</u>	<u>(2 562 000)</u>
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 2 195 000	2 260 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 84 171	75 478
	33 <u>2 279 171</u>	<u>2 335 478</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Emprunts temporaires		
La Ville a autorisé et négocié auprès d'une institution financière une marge de crédit sur découvert de 8 000 000 \$, au taux de base (3.00% au 31 décembre 2014) renégociable le 31 mai 2015. Au 31 décembre 2014, cette marge de crédit n'était pas utilisée.		
La Ville a également autorisé et négocié auprès de la même institution financière une marge de crédit temporaire pour des projets d'infrastructures au montant de 20 000 000 \$. Cette marge bénéficie du même taux d'intérêt. Au 31 décembre 2014, le solde de cet emprunt temporaire totalisait 15 500 000 \$.		

11. Crédoeurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 7 338 078	10 336 923
Salaires et avantages sociaux	38 2 261 204	2 086 678
Dépôts et retenues de garantie	39 4 507 567	3 773 721
Provision pour contestations d'évaluation	40 60 000	60 000
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Intérêts courus à payer dette	42 1 427 012	1 328 959
- Allocation départ, transition	43 305 721	275 754
-	44	
-	45	
-	46	
	47 <u>15 899 582</u>	<u>17 862 035</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- Surplus act. - RREM/Autres	50	68 069	94 620
-	51		236 413
	52	68 069	331 033
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

						2014	2013
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	4,70	2015	2040	53	161 884 053	141 833 966
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	101 836	198 629
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	161 985 889	142 032 595
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(2 381 110)	(2 003 360)
					63	159 604 779	140 029 235

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2014</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2015	64	72	11 612 053	80	89	34 830	97	11 646 883
2016	65	73	11 468 000	81	90	15 554	98	11 483 554
2017	66	74	11 681 000	82	91	12 527	99	11 693 527
2018	67	75	10 706 000	83	92	9 040	100	10 715 040
2019	68	76	10 667 000	84	93	951	101	10 667 951
2020 et +	69	77	105 750 000	85	94	28 934	102	105 778 934
	70	78	161 884 053	86	95	101 836	103	161 985 889
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	161 884 053	88	96	101 836	105	161 985 889

Note

	2014	2013
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	106 (151 618 158)	(131 535 107)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109 (151 618 158)	(131 535 107)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	75 856 449	138	543 505	165		192	76 399 954
Eaux usées	111	120 783 034	139	16 150 432	166		193	136 933 466
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	108 924 398	140	11 295 471	167	(269 064)	194	120 488 933
Autres	113	32 585 513	141	5 991 246	168		195	38 576 759
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	38 411 762	143	5 170 553	170		197	43 582 315
Améliorations locatives	116	2 609 709	144		171		198	2 609 709
Véhicules	117	2 443 940	145		172		199	2 443 940
Ameublement et équipement de bureau	118	3 357 848	146	148 286	173		200	3 506 134
Machinerie, outillage et équipement divers	119	16 028 753	147	175 380	174		201	16 204 133
Terrains	120	4 022 917	148	329 734	175	(425 884)	202	4 778 535
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>405 024 323</u>	150	<u>39 804 607</u>	177	<u>(694 948)</u>	204	<u>445 523 878</u>
Immobilisations en cours	123	<u>513 189</u>	151	<u>277 280</u>	178		205	<u>790 469</u>
	124	<u>405 537 512</u>	152	<u>40 081 887</u>	179	<u>(694 948)</u>	206	<u>446 314 347</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	26 921 938	153	1 912 248	180		207	28 834 186
Eaux usées	126	49 623 820	154	3 275 420	181		208	52 899 240
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	33 474 156	155	3 636 975	182		209	37 111 131
Autres	128	10 503 636	156	1 323 919	183		210	11 827 555
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	8 518 996	158	1 016 602	185		212	9 535 598
Améliorations locatives	131	2 608 792	159	917	186		213	2 609 709
Véhicules	132	1 895 203	160	106 913	187		214	2 002 116
Ameublement et équipement de bureau	133	2 556 912	161	288 342	188		215	2 845 254
Machinerie, outillage et équipement divers	134	9 307 449	162	573 540	189		216	9 880 989
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>145 410 902</u>	164	<u>12 134 876</u>	191		218	<u>157 545 778</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>260 126 610</u>					219	<u>288 768 569</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231	3 144 408	3 383 914
Autres	232	1 417 432	1 891 075
	233	4 561 840	5 274 989
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	4 561 840	5 274 989

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	107 533	222 422
Frais reportés			
-	237		
-	238		
	239	107 533	222 422

Note**18. Obligations contractuelles**

Au cours de l'exercice et des exercices antérieurs, la Ville s'est engagée par engagements de crédit auprès de différents organismes ou sociétés. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir, au cours des cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2015	13 906 189 \$
2016	11 583 099
2017	5 879 737
2018	3 734 489
2019	1 561 188

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'emprunts consentis à des organismes ne faisant pas partie de son périmètre comptable pour un montant maximal de 19 226 488 \$. Au 31 décembre 2014, le solde de ces emprunts s'élève à 15 590 550 \$ dont 2 500 000 \$ en rachat d'équipements. Advenant que la Ville doive déboursier ces cautions, ces sommes viendront augmenter les charges de l'exercice.

b) Auto-assurance

La Ville a comme politique générale, de s'assurer contre certains risques, en souscrivant à une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance reconnue, par l'intermédiaire d'un courtier en assurance de dommages et ceci, après avoir fait évaluer ses besoins par une firme d'experts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Le contrat d'assurance, en vigueur au 31 décembre 2014, s'étend entre autres: aux bâtiments et contenu, aux pertes d'argent et fidélité des employés, aux équipements d'entrepreneur (risques multiples), aux bris des machines, aux automobiles, aux accidents et à la responsabilité civile générale. Finalement, un contrat d'assurance responsabilité excédentaire de type "Umbrella" est aussi en vigueur.

c) Poursuites

Réclamations et poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 6 352 936 \$ ont été entreprises contre la Ville de Salaberry-de-Valleyfield. Certaines de ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause pour un montant estimatif de 185 336 \$. (voir cependant note 19 b). Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers juridiques, la Ville contestant le bien-fondé de ces réclamations. Les administrateurs de la Ville sont d'avis que la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certaines de ces réclamations, la franchise et/ou la réclamation serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non-respect des conventions collectives ont été déposés par les syndicats des employés de la Ville pour un montant estimatif de 14 900\$. De l'avis des administrateurs de la Ville, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été prise aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Environnement

i) Site d'enfouissement sanitaire

Un ancien site d'enfouissement sanitaire de la Ville a été identifié comme lieu pouvant présenter des impacts écologiques négatifs produits par des déchets déposés dans ce site par la Ville et des municipalités environnantes au cours de plusieurs années. Il a été convenu avec le ministère de l'Environnement que la Ville y apportera les correctifs nécessaires. À cet effet, un mandat a été accordé à la firme Soprin-ADS et un rapport a été déposé en 1998 et transmis au ministère de l'Environnement du Québec en 1999. Il est trop tôt pour évaluer le coût total de la décontamination du site ainsi que son mode de financement. Aucun développement n'est survenu au cours de l'exercice 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S.O.

	2014	2013
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	240 1 845 764	818 956
Découvert bancaire	241 (8 875)	(2 107)
Placements temporaires	242	813 830
<i>Ajouter</i>		
-	243	
-	244	
-	245	
-	246	
<i>Déduire</i>		
- Placements temporaires	247 ()	(813 830)
-	248 ()	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	253 1 836 889	816 849

Note**24. Transport adapté**

Au cours de l'exercice 2006, le service du transport adapté de Salaberry-de-Valleyfield, s'est porté acquéreur d'une obligation d'épargne du Québec de 200 000 \$ échéant le 18 mars 2015 à un taux variant de 2.00% à 7.50%. Cette somme a été déduite du fonds réservé à cette fin. Au cours de l'exercice 2010, le service du transport adapté a procédé au rachat partiel de ce placement pour une somme de 40 000 \$ et au cours de l'exercice 2014, et pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Transport adapté

une somme de 63 591 \$. Ces encaissements ont également été affecté au fonds réservé au transport adapté. Le fonds réservé démontre un déficit de 78 185 \$ au 31 décembre 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 745 796	182 843
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 11 925 096	3 721 742
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (17 728 029 ) (	11 703 312)
Financement des investissements en cours	4 (19 557 888)	(13 218 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 167 125 528	155 667 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 142 510 503	134 650 620

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale

- Immeubles industriels mun.	8 175 847	205 847
- Engagements fin. reportés	9 361 066	162 697
- Municipalité de Grande-Ile	10 99 299	99 299
- Réfection boul. Ste-Marie	11 80 293	293
- Expropriation Calloway	12 65 736	565 736
- Rénovations d'infrastructures	13 1 119 122	904 234
- Société Port - fonds roulement	14 240 531	188 335
- Autres projets	15 3 814 597	1 759 883
-	16	
	17 5 956 491	3 886 324

Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés

- CITSO	18 4 616	3 932
- Société du Port	19 167 541	
-	20	
	21 172 157	3 932

Réserves financières

-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	

Fonds réservés

Fonds de roulement	28 978 668	592 665
Fonds parcs et terrains de jeux	29 8 220	37 217
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30 219 878	84 213
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 35 082	41 688
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 4 917 368	4 922 453
Financement des activités de fonctionnement	33 (322 083)	(5 807 922)
Autres		
- Transport adapté	34 (78 185)	(76 328)
- À des fins de stationnement	35 37 500	37 500
-	36	
-	37	
	38 5 796 448	(168 514)
	39 11 925 096	3 721 742

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (27 557)	(38 880)
Intérêts sur la dette à long terme	41 (2 645)	(3 574)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 (702 000)	(879 000)
Régimes non capitalisés	43 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (1 654 764)	(1 330 560)
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	48 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	49 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	50 ()	()
Autres		
-	51 ()	()
-	52 ()	()
	53 (2 386 966)	(2 252 014)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	54 ()	()
Autre financement	55 (15 341 063)	(9 451 298)
	56 (17 728 029)	(11 703 312)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	57 4 160 102	8 424 754
Investissements à financer	58 (23 717 990)	(21 643 239)
	59 (19 557 888)	(13 218 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	60 288 768 569	260 126 610
Propriétés destinées à la revente	61 4 561 840	5 274 989
Prêts	62	
Placements à titre d'investissement	63 527 206	454 581
Participations dans des entreprises municipales	64	
	65 293 857 615	265 856 180
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	66 159 604 779	140 029 235
Frais reportés liés à la dette à long terme	67 2 381 110	2 003 360
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	68 (19 830 109)	(22 277 027)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	69 (16 347 900)	(10 558 400)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	70 (444 213)	(343 946)
	71 125 363 667	108 853 222
Dette en cours de refinancement et autres éléments	72 1 368 420	1 335 126
	73 126 732 087	110 188 348
	74 167 125 528	155 667 832

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Salaberry-de-Valleyfield parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année. Les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.5% du salaire jusqu'au 31 décembre 2008. À compter du 1er janvier 2009, les cotisations salariales des participants s'élèvent à 8.0% du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2% du salaire pour chaque année de participation. De plus, une rente de rattachement est payable jusqu'à 65 ans pour une portion du service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente est égale à 0.25% du salaire pour chaque année de participation. La rente de retraite et la rente de rattachement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation du salaire industriel moyen jusqu'à concurrence de 1.5%.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés. Pour le service postérieur, la Loi prévoit un partage 50/50 de la cotisation d'exercice et des déficits entre les participants actifs et la municipalité. Elle prévoit également la mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité). Ce fonds de stabilisation sera financé dès la conclusion d'une entente ou d'une sentence arbitrale.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2014.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs)
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues à la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée)

Pour le service postérieur

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus à la Loi.
- Partage à 50 / 50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité
- Partage à 50 / 50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10% de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité)

Application de la Loi aux régimes de la municipalité

La municipalité participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations dès février 2015. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux résultats de 2014 sont résumées ci-après :

- Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : S/O
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S/O
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S/O
- Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : (3 375 000\$)
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 3 375 000\$
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Partage du déficit des participants retraités (c) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : S.O.
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : S.O.
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune
- Plafond du service courant (d) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (126 000 \$)
- Partage du service courant (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Partage du déficit lié au service postérieur (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : aucune
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : aucune
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.
- Grand total des incidences (f) :
 - o Incidence sur le coût des services passés (g) : (3 375 000\$)
 - o Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (h) : 3 375 000 \$
 - o Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (126 000 \$)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

(a) Cette mesure n'a aucune incidence pour la municipalité puisqu'aucun des régimes ne prévoit une indexation automatique des rentes ou une prestation additionnelle.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Cette mesure n'a aucune incidence pour la municipalité puisqu'aucun des régimes ne prévoit une indexation automatique des rentes.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi. Comme cette disposition ne prend effet qu'à la fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report, elle n'a pas d'incidence sur les coûts de 2014 dans le cas de ces régimes.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 puisqu'elles ne s'appliquent qu'à compter de l'entente entre les parties ou la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (2 562 000)	(2 229 000)
Charge de l'exercice	5 (2 195 000)	(2 260 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 2 472 000	1 927 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(2 285 000)</u>	<u>(2 562 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 42 861 000	39 293 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (50 901 000)	(50 739 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (8 040 000)	(11 446 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 5 755 000	8 884 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (2 285 000)	(2 562 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(2 285 000)</u>	<u>(2 562 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 42 861 000	39 293 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (50 901 000)	(50 739 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 <u>(8 040 000)</u>	<u>(11 446 000)</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 2 346 000	2 047 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 (3 375 000)	-
	21 (1 029 000)	2 047 000
Cotisations salariales des employés	22 (1 009 000)	(949 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 (2 038 000)	1 098 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 426 000	641 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 3 375 000	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 -	-
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 -	-
Variation de la provision pour moins-value	29 -	-
Autres	30 -	-
	31 -	-
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 763 000</u>	<u>1 739 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 719 000	2 631 000
Rendement espéré des actifs	34 (2 287 000)	(2 110 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 432 000	521 000
Charge de l'exercice	36 <u>2 195 000</u>	<u>2 260 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		2014		2013
Informations complémentaires				
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	2 580 000		2 399 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(2 287 000 )	(	( 2 110 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	293 000		289 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	(965 000)		(2 554 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	41	(2 493 000)		(2 467 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	44 911 000		39 383 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	56 000		110 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	14		14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation				
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)				
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	5,50 %		5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	5,75 %		5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	3,50 %		3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	2,50 %		2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%		%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%		%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51			
Autres hypothèses économiques				
-	52			
-	53			

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54		55		56	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2014		2013
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs				
Passif au début de l'exercice	57	()	(()
Charge de l'exercice	58	()	(()
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	()		()
Passif à la fin de l'exercice	60	()	(()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation				
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	()	(()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	()		()
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	()	(()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

	<u>2014</u>	<u>2013</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
	_____	_____	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	
	_____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2014	2013
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2014	2013
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 94	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2014	2013
Cotisations des élus au RREM 95	15 191	12 866
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	51 193	43 360
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	32 978	32 118
98	84 171	75 478

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2014

Administration municipale

Dette à long terme	1	161 985 889
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	23 717 990
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	582 883
--	---	---------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	(908 128)

Débiteurs	8	19 830 109
-----------	---	------------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	4 042 996
--	----	-----------

Autres		
--------	--	--

- Activités fonctionnement	12	260 800
----------------------------	----	---------

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	163 060 985
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	6 120 400
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	169 181 385
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	1 796 934
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	170 978 319
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	170 978 319
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2014	2014	2014	2013	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	37 546 792	37 764 423	37 764 423	36 063 722
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	122 301	124 725	124 725	122 186
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				117 657
Autres	8				
	9	37 669 093	37 889 148	37 889 148	36 303 565
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	6 362 422	6 567 845	6 567 845	6 340 718
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	5 871 674	5 884 642	5 884 642	5 561 634
Matières résiduelles	13	5 847 995	5 857 774	5 857 774	5 845 469
Autres					
-Services commerciaux combinés	14	30 349	28 795	28 795	30 840
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	174 000	192 711	192 711	174 126
Service de la dette	18	1 921 585	1 850 709	1 850 709	1 906 308
Activités de fonctionnement	19		14 397	14 397	19 414
Activités d'investissement	20				
	21	20 208 025	20 396 873	20 396 873	19 878 509
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	20 208 025	20 396 873	20 396 873	19 878 509
	26	57 877 118	58 286 021	58 286 021	56 182 074

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	468 989	484 125	522 261
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	964	7 526	4 400
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	469 953	491 651	526 661
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	1 108 202	1 073 152	1 054 576
Cégeps et universités	33	614 338	599 979	634 617
Écoles primaires et secondaires	34	736 629	719 458	750 996
	35	2 459 169	2 392 589	2 440 189
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	2 929 122	2 884 240	2 966 850
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	84 336	84 279	88 045
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	2 892	2 970	2 970
Taxes d'affaires	43			
	44	87 228	87 249	91 015
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45	25 938	24 941	24 958
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	25 938	24 941	24 958
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	3 042 288	2 996 430	3 082 823

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	849	623 469	1 101
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	68	156	230
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	130 603	221 440	78 546
Enlèvement de la neige	58			19 993
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		890 738	681 149
Transport adapté	61	446 000	445 655	446 004
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65		121 216	20 000
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	28 645	29 500	23 007
Réseau de distribution de l'eau potable	68	124 551	108 693	42 087
Traitement des eaux usées	69	102 405		
Réseaux d'égout	70		278 070	179 481
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			18 750
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82	2 843	2 504	3 687
Rénovation urbaine	83	231 300	314 309	323 993
Promotion et développement économique	84	225	515	760
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	3 032	3 965	3 092
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	103 635	107 246	99 431
Autres	88	48	109	26 161
Réseau d'électricité	89			
	90	1 174 204	2 135 631	1 967 472

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2014	2014	2014	2013
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91	500 000		
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	6 795 000	1 972 539	1 972 539
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		7 274	8 224
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107		734 389	734 389
Traitement des eaux usées	108	9 500 000		7 545 698
Réseaux d'égout	109		1 014 156	1 014 156
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	1 440 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	18 235 000	3 721 084	3 728 358
				7 553 922

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	56 270	56 270	3 319 916
	138	56 270	56 270	3 319 916
TOTAL DES TRANSFERTS	139	19 465 474	5 912 985	12 841 310

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	15 388	15 388	26 692
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	15 388	15 388	26 692
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	25 000	34 652	43 187
Sécurité civile	146	6 600	1 513	1 446
Autres	147			
	148	31 600	36 165	44 633
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152	85 000	85 000	85 000
Autres	153			
	154	85 000	85 000	85 000
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157	5 600	5 646	3 733
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160	1 000	1 000	1 000
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	6 600	6 646	4 733
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	123 200	143 199	161 058

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2014	2014	2014	2013
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	109 465	288 374	133 728
Sécurité publique	183	226 004	254 995	266 126
Transport				
Réseau routier	184	82 371	148 986	99 169
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 320 475	1 075 819
Transport adapté	186	219 100	240 974	220 705
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189		2 327 501	2 170 209
Hygiène du milieu	190	389 152	422 786	359 597
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	22 500	84 013	339 559
Loisirs et culture	193	706 679	717 754	633 173
Réseau d'électricité	194			
	195	1 755 271	2 157 882	5 298 085
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	1 878 471	2 301 081	5 459 143
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	326 550	293 414	326 103
Droits de mutation immobilière	198	1 650 000	1 376 548	1 624 789
Droits sur les carrières et sablières	199	648 000	522 292	445 350
Autres	200	520	769	904
	201	2 625 070	2 193 023	2 397 146
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	1 288 900	1 226 509	1 223 766
INTÉRÊTS	203	448 750	551 827	494 995
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	49 975		955
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205	1 800 000	547 933	647 902
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207		1 245 000	1 245 000
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		1 024 193	943 183
Autres contributions	210		4 928 609	4 928 609
Autres	211	4 849 414	975 128	1 344 838
	212	6 699 389	8 720 863	2 936 878

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	797 575	778 077	2 132	780 209	780 209	762 775
Application de la loi	2	744 243	712 155	7 679	719 834	719 834	680 782
Gestion financière et administrative	3	2 549 692	2 360 230	140 553	2 500 783	2 500 783	2 484 500
Greffe	4	527 586	509 296	5 708	515 004	515 004	786 942
Évaluation	5	665 218	679 972	84 104	764 076	764 076	741 585
Gestion du personnel	6	764 525	730 137	12 032	742 169	742 169	641 020
Autres	7	464 458	815 779	75 971	891 750	891 750	649 243
	8	6 513 297	6 585 646	328 179	6 913 825	6 913 825	6 746 847
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 520 079	5 427 924	140 741	5 568 665	5 568 665	5 523 236
Sécurité incendie	10	5 016 179	4 743 370	197 849	4 941 219	4 941 219	4 623 977
Sécurité civile	11	55 339	32 757	5 274	38 031	38 031	123 005
Autres	12	475 038	495 076		495 076	495 076	585 897
	13	11 066 635	10 699 127	343 864	11 042 991	11 042 991	10 856 115
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 262 456	3 972 653	3 440 089	7 412 742	7 412 742	7 192 662
Enlèvement de la neige	15	3 391 244	3 449 667	8 982	3 458 649	3 458 649	3 879 958
Éclairage des rues	16	615 633	517 124	223 178	740 302	740 302	806 010
Circulation et stationnement	17	934 855	1 038 261	175 854	1 214 115	1 214 115	1 215 773
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 855 143	1 918 377	1 558	1 919 935	4 429 988	4 015 317
Transport aérien	19	4 600	4 517	4 206	8 723	8 723	8 726
Transport par eau	20	125 000	87 324	881 971	969 295	3 078 556	3 621 201
Autres	21						
	22	11 188 931	10 987 923	4 735 838	15 723 761	20 343 075	20 739 647

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 580 577	1 391 935	1 309 253	2 701 188	2 701 188	2 783 019
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 122 723	2 355 569	1 093 006	3 448 575	3 448 575	3 176 716
Traitement des eaux usées	25	1 981 677	1 381 388	1 435 412	2 816 800	2 816 800	3 705 982
Réseaux d'égout	26	3 350 565	3 903 627	1 556 209	5 459 836	5 459 836	4 803 973
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 526 216	1 433 208		1 433 208	1 433 208	1 491 696
Élimination	28	1 867 457	1 633 258		1 633 258	1 633 258	1 870 294
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 184 270	1 179 700		1 179 700	1 179 700	1 295 271
Tri et conditionnement	30	13 202	34 953		34 953	34 953	11 084
Matières organiques							
Collecte et transport	31	58 253	43 520		43 520	43 520	59 922
Traitement	32	54 011	54 011		54 011	54 011	
Matériaux secs	33	147 218	181 043		181 043	181 043	121 850
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	10 800	25 183		25 183	25 183	8 487
Protection de l'environnement	38	53 540	51 181		51 181	51 181	64 164
Autres	39						
	40	13 950 509	13 668 576	5 393 880	19 062 456	19 062 456	19 392 458
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	146 919	162 813	329	163 142	163 142	148 175
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	354 027	258 566		258 566	258 566	266 282
	44	500 946	421 379	329	421 708	421 708	414 457
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 706 449	1 578 376	53 233	1 631 609	1 631 609	1 489 505
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46	119 160	150 134		150 134	150 134	120 511
Autres biens	47	505 023	1 098 273		1 098 273	1 098 273	1 273 267
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 209 885	1 948 322	751	1 949 073	1 949 073	6 786 600
Tourisme	49	656 407	677 604	22 609	700 213	700 213	1 215 889
Autres	50	32 597	376 494		376 494	376 494	386 587
Autres	51						
	52	5 229 521	5 829 203	76 593	5 905 796	5 905 796	11 272 359

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	551 368	540 907		540 907	540 907	438 143
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 841 895	1 889 355		1 889 355	1 889 355	1 985 931
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 078 581	1 863 293	96 804	1 960 097	1 960 097	1 962 851
Parcs et terrains de jeux	56	1 701 712	1 562 100	976 649	2 538 749	2 538 749	2 231 510
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	596 479	566 876		566 876	566 876	649 898
Autres	59	293 030	188 224	30 393	218 617	218 617	216 082
	60	7 063 065	6 610 755	1 103 846	7 714 601	7 714 601	7 484 415
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	186 344	171 344		171 344	171 344	175 184
Bibliothèques	62	1 172 696	1 163 964	932	1 164 896	1 164 896	1 216 187
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	405 958	408 950	12 021	420 971	420 971	431 152
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	538 675	637 300	30 392	667 692	667 692	624 414
	66	2 303 673	2 381 558	43 345	2 424 903	2 424 903	2 446 937
	67	9 366 738	8 992 313	1 147 191	10 139 504	10 139 504	9 931 352
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	4 459 255	4 479 026		4 479 026	4 479 026	3 957 911
Autres frais	70	403 145	264 282		264 282	264 282	298 389
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	499 000	432 000		432 000	432 000	521 000
Autres	72	10 000	12 556		12 556	21 340	13 032
	73	5 371 400	5 187 864		5 187 864	5 196 648	4 790 332
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74		11 075 477	12 025 874	(12 025 874)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2016	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1

Goudreau Poirier inc.
Salaberry-de-Valleyfield

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 116447

DATE 2015-06-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	58 286 021
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	_____
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	_____
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	_____
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	_____
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	_____
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	_____
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	_____
Revenus de taxes	11	58 286 021

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	58 286 021
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>58 286 021</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	9 606 669		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	192 711		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10	<u>9 799 380</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>48 486 641</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2014 ²	1	<u>3 550 054 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2014 ²	2	<u>3 614 524 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>3 582 289 500</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>48 486 641</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>3 582 289 500</u>
Taux global de taxation réel de 2014	6	| 1 | , | 3 | 5 | 3 | 5 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2014 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2014 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 575 000	542 957	469 343
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	12 300 000	11 529 579	3 801 286
Conduites d'égout	4	6 900 000	4 540 329	1 003 264
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	150 000		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	20 085 000	11 162 288	9 096 440
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		24 050	342 071
Aires de stationnement	9			20 671
Parcs et terrains de jeux	10	2 680 000	5 513 902	4 496 767
Autres infrastructures	11	2 230 000	2 110 096	582 926
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	4 400 000	3 133 263	8 219 597
Édifices communautaires et récréatifs	14	5 650 000	953 128	1 180 636
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17			
Ameublement et équipement de bureau	18	148 367	102 559	214 050
Machinerie, outillage et équipement divers	19	91 104	131 104	123 524
Terrains	20	600 000	329 735	863 500
Autres	21			
	22	56 809 471	40 072 990	30 414 075

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		32 880	54 064
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		11 529 579	3 801 286
Conduites d'égout	26		1 572 957	235 198
Autres infrastructures	27		13 634 143	7 410 009
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		510 077	415 279
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		2 967 372	768 066
Autres infrastructures	32		5 176 193	7 128 866
Autres immobilisations	33		4 649 789	10 601 307
	34		40 072 990	30 414 075

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	141 833 966	30 625 000	10 574 913	161 884 053
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	198 629		96 793	101 836
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	142 032 595	30 625 000	10 671 706	161 985 889
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9	(902 904)		40 306	(943 210)
Réserves financières et fonds réservés	10	41 688		6 606	35 082
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	26 850 641	348 613	2 260 595	24 938 659
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	93 766 143	29 979 830	5 620 724	118 125 249
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	119 755 568	30 328 443	7 928 231	142 155 780
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	15 829 727	296 557	2 416 575	13 709 709
Organismes municipaux	17	6 447 300		326 900	6 120 400
Autres tiers	18				
	19	22 277 027	296 557	2 743 475	19 830 109
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	22 277 027	296 557	2 743 475	19 830 109
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	22 277 027	296 557	2 743 475	19 830 109
	26	142 032 595	30 625 000	10 671 706	161 985 889
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	142 032 595	30 625 000	10 671 706	161 985 889

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2014	Réalisations 2013
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	308 930	308 917	301 253
Sécurité publique				
Police	4	64 100	64 096	60 012
Sécurité incendie	5	24 625	24 620	18 584
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9		756 442	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	1 413 385	1 413 358	1 521 634
Cours d'eau	13	10 800	10 786	8 487
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	214 650	214 646	206 500
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	536 750	536 722	516 209
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	67 625	67 619	47 264
Activités culturelles	23	102 965	102 962	103 785
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 743 830	3 500 168	2 783 728

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	64,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2	1,00	1,00	***	***	***
Cols blancs	3	74,00	32,50	***	***	***
Cols bleus	4	76,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	35,00	44,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	250,00		***	***	***
Élus	9	9,00		376 570	108 173	484 743
	10	259,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	445 655			445 655
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	29 500			29 500
Réseau de distribution de l'eau potable	13	108 693		734 389	843 082
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15	278 070		1 014 156	1 292 226
Autres	16	1 329 983	223 993	1 748 546	3 302 522
	17	2 191 901	223 993	3 497 091	5 912 985

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	712 155	27	7 679	53	719 834	79	15 388	105	704 446	131
Évaluation	2	679 972	28	84 104	54	764 076	80		106	764 076	132
Autres	3	5 193 519	29	236 396	55	5 429 915	81	288 374	107	5 141 541	133
	4	6 585 646	30	328 179	56	6 913 825	82	303 762	108	6 610 063	134
Sécurité publique											
Police	5	5 427 924	31	140 741	57	5 568 665	83	237 647	109	5 331 018	135
Sécurité incendie	6	4 743 370	32	197 849	58	4 941 219	84	37 798	110	4 903 421	136
Sécurité civile	7	32 757	33	5 274	59	38 031	85	15 715	111	22 316	137
Autres	8	495 076	34		60	495 076	86		112	495 076	138
	9	10 699 127	35	343 864	61	11 042 991	87	291 160	113	10 751 831	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	3 972 653	36	3 440 089	62	7 412 742	88	128 991	114	7 283 751	140
Enlèvement de la neige	11	3 449 667	37	8 982	63	3 458 649	89	19 995	115	3 438 654	141
Autres	12	1 555 385	38	399 032	64	1 954 417	90		116	1 954 417	142
Transport collectif	13	2 010 218	39	887 735	65	2 897 953	91	325 974	117	2 571 979	143
Autres	14		40		66		92		118		275 230
	15	10 987 923	41	4 735 838	67	15 723 761	93	474 960	119	15 248 801	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 391 935	42	1 309 253	68	2 701 188	94		120	2 701 188	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	2 355 569	43	1 093 006	69	3 448 575	95		121	3 448 575	147
Traitement des eaux usées	18	1 381 388	44	1 435 412	70	2 816 800	96	402 055	122	2 414 745	148
Réseaux d'égout	19	3 903 627	45	1 556 209	71	5 459 836	97		123	5 459 836	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	3 066 466	46		72	3 066 466	98		124	3 066 466	150
Matières recyclables	21	1 493 227	47		73	1 493 227	99	27 377	125	1 465 850	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	25 183	49		75	25 183	101		127	25 183	153
Protection de l'environnement	24	51 181	50		76	51 181	102		128	51 181	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	13 668 576	52	5 393 880	78	19 062 456	104	429 432	130	18 633 024	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	162 813	172	329	187	163 142	202	217	163 142	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203	218		233	
Autres	159	258 566	174		189	258 566	204	219	258 566	234	
	160	421 379	175	329	190	421 708	205	220	421 708	235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	1 578 376	176	53 233	191	1 631 609	206	45 895	1 585 714	236	11 903
Rénovation urbaine	162	1 248 407	177		192	1 248 407	207	3 801	1 244 606	237	143 895
Promotion et développement économique	163	3 002 420	178	23 360	193	3 025 780	208	34 317	2 991 463	238	71 384
Autres	164		179		194		209	224		239	
	165	5 829 203	180	76 593	195	5 905 796	210	84 013	5 821 783	240	227 182
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	6 610 755	181	1 103 846	196	7 714 601	211	710 805	7 003 796	241	540 732
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	1 163 964	182	932	197	1 164 896	212	6 949	1 157 947	242	
Autres	168	1 217 594	183	42 413	198	1 260 007	213	228	1 260 007	243	45 473
	169	8 992 313	184	1 147 191	199	10 139 504	214	717 754	9 421 750	244	586 205
Réseau d'électricité	170		185		200		215	230		245	
	171	57 184 167	186	12 025 874	201	69 210 041	216	2 301 081	66 908 960	246	5 187 864

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014****Non audité**

		2014	2013
Rémunération	1	19 996	22 909
Charges sociales	2	3 922	3 542
Biens et services	3	39 704 773	30 256 505
Frais de financement	4	344 299	125 576
Autres	5		
	6	40 072 990	30 408 532

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		2014	2013
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	182 843	315 683
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	182 843	315 683
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 242 431	1 674 249
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(55 830)	(310 000)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(3 623 648)	(1 497 089)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	562 953	(132 840)
Solde à la fin de l'exercice	12	745 796	182 843
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	3 886 324	4 276 169
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	3 886 324	4 276 169
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 498 982)	(1 072 012)
Activités d'investissement	17	(54 499)	(814 922)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	3 623 648	1 497 089
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	2 070 167	(389 845)
Solde à la fin de l'exercice	22	5 956 491	3 886 324
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	(168 514)	5 647 312
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	(168 514)	5 647 312
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	6 447 791	(6 387 369)
Activités d'investissement	27	(484 472)	(2 332 515)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	1 643	2 904 058
	30	5 964 962	(5 815 826)
Solde à la fin de l'exercice	31	5 796 448	(168 514)

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

		2014	2013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(11 699 738)	(2 026 608)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		(10 237 833)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(11 699 738)	(12 264 441)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(600 000)	(600 000)
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Mesures transitoires relatives à la TVQ	39	()	()
Utilisation du fonds général	40	()	()
Utilisation du fonds de roulement	41	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	()	()
Autres	43	()	()
	44	(600 000)	(600 000)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	45	()	()
Autre financement	46	(7 240 000)	(595 001)
	47	(7 840 000)	(1 195 001)
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	48	464 120	378 168
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	1 350 234	1 381 536
	50	1 814 354	1 759 704
Solde à la fin de l'exercice	51	(17 725 384)	(11 699 738)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	52	(13 218 485)	(17 614 531)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	53		
Solde redressé au début de l'exercice	54	(13 218 485)	(17 614 531)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	55	(6 337 760)	7 300 104
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	56		
Excédent de fonctionnement affecté	57		
Réserves financières et fonds réservés	58	(1 643)	(2 904 058)
	59	(6 339 403)	4 396 046
Solde à la fin de l'exercice	60	(19 557 888)	(13 218 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	61	155 467 252	143 291 334
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	62		10 237 833
Solde redressé au début de l'exercice	63	155 467 252	153 529 167
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	64		
Excédent de fonctionnement affecté	65		
Variation résiduelle de l'exercice	66	11 557 801	1 938 085
Solde à la fin de l'exercice	67	167 025 053	155 467 252

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>182-03</u> 2	350 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 850 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 850 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier		Redressement aux exercices antérieurs (note 20)		Règlements d'emprunt fermés			Utilisation de l'exercice		Transferts		Solde au 31 décembre
						Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement						
Montant non réservé	1	4 922 453	2		3	(6 728)	4	1 643	5	6		7	4 917 368
Montant réservé pour le service de la dette	8		9		10		11		12	13		14	
	15	4 922 453	16		17	(6 728)	18	1 643	19	20		21	4 917 368

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

<i>Non audité</i>	2014		2013
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

	Par unité de logement
Eau	1 2 2 1 , 0 0 \$
Égout	2 , \$
Eau et égout	3 , \$
Traitement des eaux usées	4 2 3 9 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5 1 9 7 , 0 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Résiduelle - Salaberry-de-Valleyfield	,7900	1	
6 log. - Salaberry-de-Valleyfield	,8800	1	
INR. - Salaberry-de-Valleyfield	1,9900	1	
IND - Salaberry-de-Valleyfield	2,5900	1	
TVD - Salaberry-de-Valleyfield	1,5800	1	
Agricole - Salaberry-de-Valleyfield	,7900	1	
Résiduelle - Saint-Timothée	,7500	1	
6 log. - Saint-Timothée	,8300	1	
INR. - Saint-Timothée	1,9500	1	
IND - Saint-Timothée	2,5500	1	
TVD - Saint-Timothée	1,5000	1	
Agricole - Saint-Timothée	,7500	1	
Résiduelle - Grande-Ile	,7400	1	
6 log. - Grande-Ile	,8200	1	
INR. - Grande-Ile	1,9400	1	
IND - Grande-Ile	2,5400	1	
TVD - Grande-Ile	1,4800	1	
Agricole - Grande-Ile	,7400	1	
Répartitions		7	taux variés
Eau - chambre	53,0000	7	par unité
Eau - piscine creusée	47,0000	7	par unité
Eau - piscine hors terre	33,0000	7	par unité
Eau - non traitée		7	taux variés
Eau traitée au compteur	2,7400	4	du 1000 gallons imp.
Loyer compteur d'eau		7	taux variés
Déchets domestiques - chambre	47,0000	7	par unité
Déchets domestiques - commerce	394,0000	7	par unité
Collecte sélective - chambre	18,0000	7	par unité
Collecte sélective - commerce	136,0000	7	par unité
Centre d'urgence 9-1-1	,4000	7	par ligne téléphonique

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014

Non audité

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code¹</u>	<u>Préciser</u>
Traitement eaux usées - chambre	53,0000	7	par unité
Services pour commerce dans résidence	247,5000	7	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2017 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée ?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2014	9	124 360 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2014 des engagements en vertu du règlement concerné	10	70 000 \$	
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	\$	
b) autres formes d'aide	14	\$	
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2014 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	289 171 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	\$	
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité perçoit-elle, elle-même, auprès des exploitants de carrières et sablières, les droits en vertu de l'article 78.1 de la Loi sur les compétences municipales (LCM)?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 61 rue Sainte-Cécile
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6T 1L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 370-4332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
(ind. rég.) (numéro)

Courriel michel.decosse@ville.valleyfield.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Michel Décosse

Téléphone (450) 370-4332
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 370-4316
(ind. rég.) (numéro)

Courriel michel.decosse@ville.valleyfield.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 30 avenue du Centenaire
(no) (rue)
Salaberry-de-Valleyfield J6S 5X4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 373-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 373-7277
(ind. rég.) (numéro)

Courriel chantal.moniqui@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Mme Chantal Moniqui, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ (Code postal)
(Municipalité)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2016
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2014

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Michel Décosse , atteste que le rapport financier consolidé de Salaberry-de-Valleyfield pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2015-06-16 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Salaberry-de-Valleyfield consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Salaberry-de-Valleyfield détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 7 859 883 \$

Le taux global de taxation réel de 2014 à la page S34 ligne 6 est de 1,3535 \$

Date et heure de la dernière modification : 2015-06-08 15:37:03

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Salaberry-de-Valleyfield

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Réalizations 2013		Budget 2014	Réalizations 2014		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	71 810 838	71 190 460	72 106 581	5 721 104	76 983 919
Investissement	2	8 637 660	22 135 000	10 082 158	7 274	9 901 967
	3	80 448 498	93 325 460	82 188 739	5 728 378	86 885 886
Charges	4	79 888 175	74 263 454	74 397 905	5 659 329	79 026 003
Excédent (déficit) de l'exercice	5	560 323	19 062 006	7 790 834	69 049	7 859 883
Moins : revenus d'investissement	6 (	8 637 660 ) (	22 135 000 ) (	10 082 158 ) (	7 274 ) (	9 901 967)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(8 077 337)	(3 072 994)	(2 291 324)	61 775	(2 042 084)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	11 118 338	11 075 477	12 025 874	109 002	12 134 876
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	595 001		7 240 000		7 240 000
Remboursement de la dette à long terme	10 (	9 654 554 ) (	9 337 062 ) (	8 255 086 ) (	) (	8 255 086)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	862 551 ) (	274 088 ) (	179 914 ) (	1 623 ) (	181 537)
Excédent (déficit) accumulé	12	7 991 213	(1 358)	(4 757 099)	(929)	(4 758 028)
Autres éléments de conciliation	13	564 139	1 610 025	459 980		459 980
	14	9 751 586	3 072 994	6 533 755	106 450	6 640 205
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 674 249		4 242 431	168 225	4 598 121

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2013	2014	2013
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Débiteurs	1	37 898 912	39 535 982	40 023 992
Autres	2	1 702 993	1 461 586	2 469 379
	3	39 601 905	40 997 568	42 493 371
Passifs				
Dette à long terme	4	140 029 235	159 604 779	140 029 235
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	2 562 000	2 285 000	2 562 000
Autres	6	28 476 340	30 825 519	29 306 568
	7	171 067 575	192 715 298	171 897 803
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(131 465 670)	(151 717 730)	(151 618 158)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	259 926 030	288 668 094	260 126 610
Autres	10	5 989 322	5 290 152	6 059 117
	11	265 915 352	293 958 246	266 185 727
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	182 843	745 796	182 843
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	3 717 810	11 752 939	3 721 742
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (	11 699 738 ) (	17 725 384 ) (	17 728 029) (
Financement des investissements en cours	15	(13 218 485)	(19 557 888)	(13 218 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	155 467 252	167 025 053	155 667 832
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17			
	18	134 449 682	142 240 516	134 650 620

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2014**

		2014	2013
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Immeubles industriels mun.	19	175 847	205 847
- Engagements fin. reportés	20	361 066	162 697
- Municipalité de Grande-Ile	21	99 299	99 299
- Réfection boul. Ste-Marie	22	80 293	293
- Expropriation Calloway	23	65 736	565 736
- Rénovations d'infrastructures	24	1 119 122	904 234
- Société Port - fonds roulement	25	240 531	188 335
- Autres projets	26	3 814 597	1 759 883
-	27		
	28	5 956 491	3 886 324
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	29	172 157	3 932
	30	6 128 648	3 890 256
Réserves financières			
Fonds réservés	31		
	32	5 796 448	(168 514)
	33	11 925 096	3 721 742

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

		Réalizations 2013	Budget 2014	Réalizations 2014	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	56 064 417	57 877 118	58 286 021	58 286 021
Compensations tenant lieu de taxes	2	3 082 823	3 042 288	2 996 430	2 996 430
Quotes-parts	3				
Transferts	4	4 586 239	1 230 474	2 191 901	3 203 855
Services rendus	5	2 220 615	1 878 471	2 301 081	5 949 057
Autres	6	5 856 744	7 162 109	6 331 148	6 548 556
	7	71 810 838	71 190 460	72 106 581	76 983 919
Investissement					
Taxes	8	117 657			
Quotes-parts	9				
Transferts	10	7 545 698	18 235 000	3 721 084	3 728 358
Autres	11	974 305	3 900 000	6 361 074	6 173 609
	12	8 637 660	22 135 000	10 082 158	9 901 967
	13	80 448 498	93 325 460	82 188 739	86 885 886

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2014**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2014	Réalizations 2014			Réalizations 2014	Réalizations 2013
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	665 218	679 972	84 104	764 076	741 585
Autres	2	5 848 079	5 905 674	244 075	6 149 749	6 005 262
Sécurité publique						
Police	3	5 520 079	5 427 924	140 741	5 568 665	5 523 236
Sécurité incendie	4	5 016 179	4 743 370	197 849	4 941 219	4 623 977
Autres	5	530 377	527 833	5 274	533 107	708 902
Transport						
Réseau routier	6	9 204 188	8 977 705	3 848 103	12 825 808	13 094 403
Transport collectif	7	1 984 743	2 010 218	887 735	2 897 953	7 645 244
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	9 035 542	9 032 519	5 393 880	14 426 399	14 469 690
Matières résiduelles	10	4 850 627	4 559 693		4 559 693	4 850 117
Autres	11	64 340	76 364		76 364	72 651
Santé et bien-être	12	500 946	421 379	329	421 708	414 457
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	2 706 449	1 578 376	53 233	1 631 609	1 489 505
Promotion et développement économique	14	1 898 889	3 002 420	23 360	3 025 780	8 389 076
Autres	15	624 183	1 248 407		1 248 407	1 393 778
Loisirs et culture	16	9 366 738	8 992 313	1 147 191	10 139 504	9 931 352
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	5 371 400	5 187 864		5 187 864	4 790 332
Amortissement des immobilisations	19	11 075 477	12 025 874	(12 025 874)		
	20	74 263 454	74 397 905		74 397 905	84 143 567

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3